



Une politique nationale d'aménagement du territoire

Pourquoi ? Comment ?

Des experts s'expriment

Olivier Bouba-Olga¹

Septembre 2022

Qu'entendez-vous par « aménagement du territoire » ?

Je dirais qu'aménager le territoire, c'est assurer aux habitants des territoires, où qu'ils se trouvent, un bon accès aux équipements et aux services à la population, en matière de santé, d'éducation, de mobilité, de culture et de loisir, d'accès à l'emploi, etc.

Qu'est-ce qui justifie de réinventer aujourd'hui une politique d'aménagement du territoire ? A quels enjeux a-t-elle à répondre ?

La question de l'aménagement du territoire a été oubliée au profit de discours en termes de concurrence territoriale, et de l'idée que la création de richesses et d'emplois passerait par la concentration des moyens sur les territoires supposés plus performants, les autres territoires en profitant grâce à une forme ou une autre de ruissellement.

Ce discours, qui ne résiste pourtant pas à l'épreuve des faits, a conduit à une dégradation en matière d'accessibilité aux équipements et services évoqués plus haut. Il convient donc de revenir à ces enjeux en matière d'aménagement du territoire.

Répondre à ces enjeux d'aménagement est essentiel y compris si l'on est obsédé par les questions de création de richesses et d'emplois : contrairement au discours trop longtemps

¹ Olivier Bouba-Olga est professeur à l'université de Poitiers, détaché au conseil régional de Nouvelle-Aquitaine comme chef de services études et prospective de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale. Le journal *Le Monde* vient de publier dans son édition du 13-14 novembre 2022 un article : *Pour une géographie des problèmes contemporains* dans lequel il invite à intégrer dans la lutte contre le changement climatique la dimension territoriale des phénomènes.

dominant, des potentialités d'innovation et de création de richesses existent sur tous les territoires, encore faut-il que les acteurs puissent couvrir leurs besoins de base.

Quelles en seraient ses principales composantes ?

Il convient de partir des besoins des populations et des situations territoriales concrètes pour s'interroger sur les politiques à mettre en œuvre pour couvrir ces besoins présents et futurs. Comme les contextes diffèrent, l'objectif n'est pas nécessairement de mettre en œuvre les mêmes politiques à tous les endroits, mais de différencier l'action autant que de besoin pour parvenir à une équité en matière d'accès aux services et aux équipements.

De quels moyens sa mise en place devrait-elle s'accompagner ?

La question des moyens est et restera importante, dans un contexte de vieillissement de la population et de montée des besoins en termes d'éducation/formation dans des économies de la connaissance. Mais cette question n'est effectivement pas la seule, il convient de réfléchir aussi à la façon dont on peut répondre de manière innovante aux besoins non ou mal couverts.

Répondre à ces enjeux d'aménagement est essentiel y compris si l'on est obsédé par les questions de création de richesses et d'emplois : contrairement au discours trop longtemps dominant, des potentialités d'innovation et de création de richesses existent sur tous les territoires, encore faut-il que les acteurs puissent couvrir leurs besoins de base.

Quelles sont les mesures prioritaires que devraient adopter la majorité parlementaire et le gouvernement ?

Plus qu'une mesure prioritaire, il y a nécessité d'un changement de posture et de hiérarchisation des priorités. Comme déjà dit plus haut, il me semble nécessaire de sortir des discours en termes de compétitivité et d'excellence, au profit de discours en termes de coopération, de bien vivre et de bien-être. Plutôt que de partir d'idées a priori, partir de l'analyse des besoins présents et futurs des populations, et s'interroger sur la façon de mieux y répondre. Si l'on est constamment dans cette disposition d'esprit, je pense que l'action publique sera de meilleure qualité.